

*Questions orales*

• (1510)

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au premier ministre. Le leader parlementaire du gouvernement ne semble pas vouloir prendre au sérieux la question qui est soulevée aujourd'hui.

Il y a seulement trois semaines, ici, à Ottawa, dans la capitale nationale, nous avons été témoins d'un affrontement violent entre des membres du groupe Heritage Front et des manifestants opposés à la philosophie de ce mouvement. Il y a eu des blessés et des arrestations. Peu de temps après, il y a eu une manifestation à Toronto.

Le racisme organisé est devenu une réalité visible au Canada. Et en dépit de l'excellente réputation de nos forces armées, il est regrettable de devoir dire qu'il est également présent et visible dans notre organisation militaire.

Le 26 avril, la ministre de la Défense nationale a annoncé la tenue, à huis clos, d'une commission d'enquête militaire pour «permettre de comprendre les problèmes que connaissent les Forces armées canadiennes en Somalie». C'est un début.

Nous avons appris, non pas d'un tenant de la suprématie blanche, mais de deux personnes qui tiennent une petite imprimerie à Victoria, qu'au moins une douzaine de membres d'un groupe raciste étaient venus leur demander leurs services.

Voici les questions qui s'adressent à la ministre et au premier ministre. La commission d'enquête militaire annoncée par la ministre de la Défense nationale sera-t-elle remplacée par une commission publique chargée d'enquêter sur l'infiltration des Forces armées canadiennes par des groupes prônant la suprématie blanche? Le gouvernement a-t-il l'intention de passer à l'action pour débarrasser la société canadienne de ce cancer?

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Madame la Présidente, le député doit être cohérent. Il laisse entendre qu'il fait confiance aux militaires mais, par ailleurs, il réclame une commission d'enquête publique, une chasse aux sorcières, sur la foi d'allégations dénuées de tout fondement.

Il est vrai qu'en raison du nombre—nous parlons de 70 000 personnes en uniforme—il arrive qu'on accepte des gens qui n'auraient jamais dû s'enrôler. Dès qu'on s'en aperçoit, leur cas est réglé.

Les directives à cet égard sont très claires. La ministre de la Défense nationale a déclaré que le racisme et les attitudes racistes étaient totalement inacceptables dans les Forces armées canadiennes et ces dernières font tout ce qui est en leur pouvoir pour faire respecter cette politique.

Si le député a des preuves du contraire, qu'il les communique et je puis l'assurer qu'on s'en occupera.

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Madame la Présidente, la ministre de la Défense nationale a annoncé l'enquête militaire en avril, en donnant quatre raisons. Elle n'a pas parlé à ce moment-là de l'enquête complète menée par l'Unité des enquêtes spéciales l'été dernier à Victoria dans le dossier du racisme et des activités des tenants de la suprématie blanche chez les militaires de cette région.

J'aimerais citer brièvement le *Times*, où le porte-parole militaire, le major Don Roy, a confirmé qu'une enquête complète devait avoir lieu et que les résultats de celle-ci ne seraient pas révélés à moins que quelqu'un n'en fasse la demande en invoquant la Loi sur l'accès à l'information.

À mon avis, les Canadiens préféreraient qu'une commission d'enquête soit chargée de mettre fin immédiatement à la propagation de ce cancer qu'est le racisme au sein de la société canadienne et surtout à l'utilisation de nos forces canadiennes pour répandre de telles idées méprisables.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Madame la Présidente, mon collègue et moi partageons plusieurs opinions; nous croyons entre autres que le racisme est un mal profond et qu'il constitue le fléau de toute société qui se veut civilisée. Malheureusement, dans un pays de 28 millions d'habitants, il est inévitable de trouver des dingues, des idiots et des racistes et cela ne porte nullement atteinte aux grandes et très nobles traditions des Canadiens.

Je me souviens d'avoir été frappé, lorsque je suis devenu premier ministre, par le fait qu'on réclamait depuis des décennies la tenue d'une commission royale d'enquête sur les crimes de guerre nazis, et par le fait qu'il puisse se trouver au Canada des criminels de guerre nazis. À moi aussi cette pensée était insupportable et nous avons immédiatement institué une commission royale qui a, je crois, donné lieu à des poursuites judiciaires.

Une autre affaire s'est présentée. Je me rappelle la contribution active et constructive que mon collègue a prise dans le dossier du racisme envers les Canadiens